

« Les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (Scic) sont des sociétés anonymes, des sociétés par actions simplifiées ou des sociétés à responsabilité limitée à capital variable régies par le code du commerce. Elles ont pour objectif la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale ».

Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, titre II ter de la loi 47-1775 du 10 sept 1947

## Les enjeux de la santé

La santé – définie par l'OMS comme « *un état de complet bien être* » – est l'un des enjeux majeurs de notre modèle social et depuis plus de 15 ans de nombreuses lois se succèdent pour répondre aux défis que posent le **vieillessement de la population**, le développement des maladies poly-chroniques, **la croissance des inégalités, sociales et territoriales, de santé**, l'exigence sociale de **démocratie sanitaire**, **la diffusion d'innovations technologiques, coûteuses**, les limites des politiques de régulation budgétaire des dépenses de santé, ...

La « stratégie nationale de santé », la loi pour la santé en cours d'élaboration entendent y contribuer en mettant l'accent **sur la prévention, les parcours de soins, la performance globale** de la politique de santé – comprenant un volet « démocratie sanitaire » – et **l'innovation**.

## Les Scic et la santé

Si le statut de Scic demeure encore peu répandu dans la santé, de premières réalisations – cf. le dossier joint – et plusieurs sollicitations révèlent **des perspectives de déploiement**, concernant les **parcours de soins**, la **lutte contre les inégalités**, les **services liés à la dépendance**, à **la petite enfance**.

Tous ces projets organisent des liens entre les politiques locales, les services publics, les professionnels de santé, le secteur privé et l'économie sociale et solidaire investie dans le médico-social et le sanitaire.

**Le statut Scic offre, en effet, la possibilité :**

- > De définir une **réponse globale et coordonnée** pour une santé de proximité et de promotion de la santé (prévention, médecine curative, suivi social...) incluant les **collectivités locales** ;
- > D'inscrire **l'exercice professionnel de santé dans une logique d'utilité sociale**, où les professionnels, les bénéficiaires des soins, les collectivités, les entreprises locales trouvent un intérêt à préserver et à développer **une offre de soin locale de qualité** ;
- > De donner aux professionnels de santé et du secteur social et médico-social **un cadre de coopération interprofessionnelle** (professionnels médicaux, médico-sociaux, éducatifs, sanitaires, sociaux...) dans le respect de **l'indépendance** de leur exercice professionnel tout en permettant de mutualiser des moyens, des fonctions, de **lutter contre l'isolement**,...
- > De faciliter une **réelle implication des populations** (malades et aidants,...) en leur donnant les moyens de participer à leur propre santé, en matière d'accès et d'organisation des soins, notamment en matière de prévention.

La Scic traduit ainsi, de façon pratique et démocratique, **la territorialisation de la santé** en regroupant autour d'un projet fondé sur **l'intérêt collectif et l'utilité sociale**, l'ensemble des parties prenantes dans le respect de leurs responsabilités afin de répondre de façon coordonnée aux besoins de la population.

Elle peut, de la sorte, s'inscrire notamment dans la lutte **contre les déserts médicaux**.

Dans ce cadre, l'utilisation du statut Scic offre des opportunités **d'expérimentation, d'innovation sociale voire technologique** (télémédecine) dont le mouvement coopératif, au travers de la Confédération Générale des Scop (CG Scop) et de ses unions régionales a choisi de faire **un axe de développement prioritaire**.